

Entretiens cordiaux mais fermes entre la FDSEA 32 et le député Jean-René Cazeneuve



Entretiens cordiaux mais fermes entre la FDSEA 32 et le député Jean-René Cazeneuve

Photo : Alain De Scoraille, Benjamin Constant et Sébastien Esquerré à la sortie de leur entretien avec Jean-René Cazeneuve.

Comme prévue, la rencontre entre la FDSEA du Gers et le député, Jean-René Cazeneuve, a bien eu lieu ce lundi 12 août, en début d'après-midi, à la permanence de l'élu. Lequel a donc accueilli Sébastien Esquerré, secrétaire général FDSEA 32, Alain de Scoraille, vice-président FDSEA 32, Benjamin Constant, membre du bureau FDSEA 32, et Caroline Niklaus, animatrice syndicale.

À l'issue de cet entretien, les syndicalistes ont révélé « que celui-ci a essentiellement porté sur le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA), mais aussi sur les ressources en eau et sur les zones défavorisées simples (ZDS) ». Sébastien Esquerré précise de son côté « que nous avons de nombreux points de désaccord avec le député, mais certains d'entre eux sont positifs notamment sur la traçabilité qui ne serait pas respectée comme c'est le cas en Europe et, plus particulièrement, en France. Nous ne voulons pas que nos enfants mangent cette viande importée ne respectant pas les normes et qui favorise une concurrence déloyale ». Toujours à propos de CETA, l'accent est mis « sur l'impact considérable négatif sur les équilibres économiques des exploitations agricoles familiales, tout particulièrement sur les filières sensibles, mais aussi sur toute l'agriculture française ».

Quant aux ZDS, Sébastien Esquerré rappelle que cela concerne 53 communes et 109 agriculteurs qui ne percevront pas l'indemnité compensatoire du handicap naturel, ICHN : « Il est fondamental d'avoir l'appui de nos parlementaires pour faire avancer de manière concrète des solutions et mesures compensatoires proposées afin de palier à la perte financière vitale que cela implique pour les exploitations agricoles ». La FDSEA 32 attend des mesures concrètes et « compte bien faire entendre la voix des agriculteurs ».

Alain de Scoraille pour sa part lance un S.O.S. concernant les ressources en eau en révélant « qu'il manquera, d'ici 2050, 1 milliard de M3 d'eau sur la région, il est urgent de créer des réservoirs et d'en simplifier leur administration et réglementation. Une étude de travaux, rappelle-t-il, représente 50 % de l'investissement ! ».



A l'issue de la réunion, le député, **Jean-René Cazeneuve**, explique « que les exportations agricoles sont excédentaires de 500 millions d'euros et qu'elles représentent des milliers d'emplois grâce au CETA ». L'élu admet « comprendre l'inquiétude des agriculteurs » et confirme « à s'engager au suivi de la traçabilité car il n'est pas question qu'il y ait des produits qui ne respectent pas les normes ».